SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 14 AOUT 1846.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi qui approuve le traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 29 juillet 1846.

(Voir les Nos 321 et 326 de la Chambre des Représentants et le N^o 203 du Sénat.)

MESSIEURS,

Appelé à vous prononcer sur un acte important, destiné à mettre un terme aux difficultés commerciales survenues entre deux peuples, parmi lesquels existent autant d'éléments matériels de rapprochement que de raisons morales et historiques de séparation, vous avez cru, dans votre sollicitude habituelle pour le bien-être de la Belgique, qu'il importait surtout de ne pas retarder le moment où les intérêts compromis seront enfin soulagés.

Répondant à vos désirs, votre Commission vous présente aujourd'hui, par mon organe, le fruit de son travail. Elle a mieux aimé, placée qu'elle était entre deux devoirs et entre deux écueils, s'exposer au reproche de s'être trop hâtée qu'à celui d'avoir montré peu de soucis pour le sort de nos industries. Cet examen, d'ailleurs, et ce contrôle ne s'exerçaient pas sur des matières entièrement nouvelles. Les communications que le Gouvernement a faites à une autre assemblée et les rapports qui ont été présentés à celle-ci, tant sur l'Arrêté du 12 janvier dernier que sur le traité du 29 juillet, vous ont initiés aux faits qui ont donné naissance à l'arrangement soumis à votre sanction. Les dispositions importantes du traité ont été considérées déjà sous presque toutes leurs faces. Ce qu'il importe donc surtout aujourd'hui, ce n'est pas, nous a-t-il semblé, d'entrer dans un examen trop approfondi des détails d'un ordre secondaire, mais de rechercher les résultats principaux de la transaction intervenue, de peser les avantages qu'elle nous assure, les charges qu'elle nous impose, et d'en faire en quelque sorte la balance pour motiver la décision que nous allons prendre.

Ne nous le dissimulons pas, Messieurs, les sacrifices seront réels, et d'autant plus difficiles à réparer qu'ils atteignent principalement une de nos industries les plus dignes d'intérêt, sinon par son importance, au moins par la position de ceux qui en vivent et malheureusement aussi une de celles qui se trouvent le moins en état de surmonter de semblables atteintes : je veux parler de la pêche nationale.

Les concessions faites aux Pays-Bas sur la pêche, embrassent toutes les branches : la pêche du hareng, celle de la morue, celle du poisson frais.

On peut regarder la première comme entièrement sacrifiée, car un droit de 6 francs par tonne ne permettra pas à nos pêcheurs de soutenir la concurrence des pêcheurs Néerlandais, qui excellent particulièrement dans cette spécialité d'industrie.

Il est vrai que la pêche du hareng, malgré les encouragements qui lui ont été donnés, a pris peu de développement en Belgique. A ce point de vue, le sacrifice est moins considérable.

Et puisque par l'abaissement du droit à six francs, on enlève en quelque sorte toute possibilité de concurrence, il eût été désirable peut-être que l'on sacrifiât encore la question de limitation des introductions, si par ce moyen il avait été possible de maintenir la *pêche de la morue* dans des conditions plus favorables. Car tandis qu'en Hollande la pêche du hareng est la branche principale, en Belgique c'est la *morue* qui forme la grande pêche.

La réduction du droit sur la morue à dix francs par tonne, sera très-préjudiciable à nos pêcheurs, bien qu'elle ne s'applique qu'à une quantité limitée.

Le préjudice ne sera pas moins grand sur le poisson frais. Or, quand on considère que les avantages dont la pêche était en possession, n'ont pas suffi pour lui donner l'extension que l'on espérait et qui était si désirable dans l'intérêt de la population du littoral, il est facile de se représenter l'influence fâcheuse que ne peuvent manquer d'exercer les réductions résultant du traité.

On peut se demander comment il se fait que les encouragements accordés à la pêche nationale, et la protection dont elle jouissait sous le régime encore existant, n'ont pas déterminé un développement plus grand, et plus en rapport avec les besoins des consommateurs.

La cause principale me semble en être dans les entraves mises à la vente du poisson, par l'élévation des octrois dans nos principales villes, et surtout dans le mode suranné et vicieux de *vente à la minque*.

Dans plusieurs villes et notamment dans la capitale, la manière dont la vente se fait à la minque, constitue un véritable monopole dont profitent un petit nombre d'individus, au détriment des pêcheurs et des consommateurs.

C'est à cette cause qu'il faut attribuer sans doute la différence extraordinaire qui existe entre le prix de vente perçu par les pêcheurs et celui auquel le poisson est livré au détail. Cette différence est telle, que le poisson souvent vendu, à l'arrivée, au taux moyen de 17 ou 18 centimes le kilogr., si l'on en croit les renseignements donnés par M. le Ministre, coûte souvent au consommateur 3 et 4 francs.

Il est à espérer que le gouvernement s'appliquera activement à remédier à un état de choses si contraire à l'intérêt général, et que les améliorations qui seront introduites dans le régime suivi pour la vente du poisson, auront pour effet de faire disparaître les abus qui ont été signalés; c'est le moyen d'atténuer, en partie du moins, le préjudice qui pourra résulter pour les pêcheurs de la concurrence plus forte qu'ils auront à soutenir.

Il est à remarquer d'ailleurs que la prohibition du transit du poisson a été maintenue, et l'on peut supposer que le marché de l'Allemagne, rendu accessible par la rapidité des nouvelles voies de communication, offrira des chances favorables aux produits de la pêche nationale.

La classification du poisson frais en deux espèces : le poisson *fin* et le pois-

son *commun*, avait donné lieu à de nombreux abus. C'est pour cette raison que la loi du 25 février 1842 avait réformé le tarif ancien, en établissant une seule classe et un droit unique.

La distinction du poisson fin et du poisson commun, se trouve rétablie par le tarif nouveau stipulé dans le traité. Ce serait un inconvénient si le Gouvernement ne prenait des mesures pour prévenir les abus qui s'étaient produits antérieurement.

La réduction des droits d'entrée sur le bétail, préjudiciable pour une partie de l'agriculture, sera mieux accueillie par ceux qui attribuent à l'existence de ces droits, le haut prix auquel la viande de boucherie s'est vendue dans ces derniers temps, dans la plus grande partie du pays.

Mais tandis que ces prix étaient très-élevés dans les principaux centres de consommation, le prix du bétail n'a pas suivi la même progression dans l'une des provinces qui fournirait davantage au commerce, si les moyens de transport étaient moins difficiles et moins onéreux. — Je veux parler de la province de Luxembourg. Bientôt cette province, demeurée presque isolée de la Belgique par le défaut de communications, sera rattachée au centre du pays. Le contingent en bétail qu'elle peut fournir, joint à celui que l'on retire déjà de nos riches provinces de la Flandre, rendront moins nécessaires les importations de l'Étranger et doit nous engager à maintenir une protection équitable pour l'éleveur du bétail, industrie qui se lie si intimement au progrès et à la prospérité de l'agriculture.

La réduction telle qu'elle est établie dans le traité, bien qu'assurant aux Pays-Bas un accroissement certain d'importation en Belgique, n'est pas de nature cependant à causer, quant à présent, un dommage réel ; le maintien de la prohibition du transit conserve dans sa position actuelle, notre commerce d'exportation du bétail pour la France.

La confirmation de la faveur accordée à l'importation d'une quantité de 12 millions de kilog. de céréales, du duché de Limbourg, était en quelque sorte une clause indiquée d'avance dans tout traité avec les Pays-Bas, puisque c'est une faveur dont la Néerlande est en ce moment en possession.

Mais cet avantage a été augmenté en ce que l'on permet que 3 millions de kil. soient importés par la voie de la Meuse, et qu'il est à craindre, que ces 3 millions, soustraits en partie à la consommation de l'arrondissement de Verriers, en vue duquel l'exception a été primitivement consentie, ne viennent, dans un moment donné, exercer sur les marchés de l'intérieur une influence que l'on n'a pas prévue.

Arrivons maintenant au chapitre des compensations : elles sont réelles aussi, il convient de ne pas le méconnaître. La première de toutes, c'est la fixité que la convention établit dans les relations commerciales, la fixité, sans laquelle aucune industrie ne peut prendre d'essor, la fixité qui resserrera entre les deux pays de bonnes relations, non seulement au point de vue commercial, mais encore au point de vue politique, qu'une régularisation des intérêts mauvaise et précaire pouvait compromettre chaque jour. Et ici, Messieurs, reconnaissons-le, l'avantage est surtout du côté de la Belgique industrielle ; car cette stabilité est bien plus une nécessité, une condition indispensable d'existence pour l'industrie que pour le commerce.

Elle développera donc nos principes industriels, en agrandissant et en raffermissant, pour nos produits, le marché de la Hollande. Elle nous fera entrer

dans toutes les conditions normales de prospérité auxquelles la Belgique semble appelée par sa position géographique, par sa richesse naturelle et par le génie de ses habitants.

Et cette stabilité, Messieurs, remarquez-le bien, ne se bornera pas à nos seuls rapports avec les Pays-Bas. Car un autre des grands avantages du traité sera, sans contredit, en élargissant un débouché si facile et si voisin, de nous rendre moins dépendants de ceux que nous possédons déjà et de hâter le moment où la Belgique ne devra plus se livrer, en quelque sorte, pieds et mains liés, aux exigences des acheteurs étrangers. Ce résultat, si nous parvenons à l'atteindre, peut payer bien des sacrifices.

Ainsi des réductions ont été obtenues sur le tarif néerlandais en ce qui regarde l'entrée des tissus de laine, de coton et de lin, les tissus mélangés, la bonneterie, les dentelles et les tulles, les verres à vitre, les glaces, les meubles, les clous, les ouvrages en fer battu, les cuirs tannés et préparés, le papier, la bière et, bien que dans cette énumération on regrette de ne pas voir figurer la carrosserie, les mécaniques et les ouvrages en fer et fonte, tels que les poêles dont l'écoulement vers les Pays-Bas pourrait prendre tant d'extension, bien que les réductions obtenues, ne s'opérant que sur des droits déjà réduits, n'aient pas pu être très-considérables, on ne peut nier cependant qu'elles ne soient de nature à améliorer la situation des industries qui en profiteront et à procurer à celles-ci une espèce de soulagement dans le cas où elles verraient se fermer ou se rétrécir l'un ou l'autre des marchés dont elles sont aujourd'hui en possession.

Nous sommes également certain de trouver dans les Pays-Bas, pendant toute la durée du traité, le traitement le plus favorable pour nos glaces, nos houilles et les spécialités d'objet en fer non désignées au traité.

La Hollande a vu un sacrifice pour elle dans la concession qu'elle nous a faite par l'art. 15 du traité. En vertu de cet article, nous pouvons exporter annuellement de Java 8,000 tonnes de marchandises sous pavillon Belge et en destination de la Belgique, aux mêmes conditions que si l'exportation en était faite sous pavillons Néerlandais et vers les Pays-Bas.

Votre Commission n'ose encore se flatter, Messieurs, que la faveur qui nous est faite soit, dans un avenir prochain, aussi réelle que le feraient supposer les appréhensions du commerce Hollandais. Tant d'avantages restent encore à celui-ci qui dispose d'une marine nombreuse seule exempte de droits onéreux à l'entrée des ports Javanais, d'une marine dont les relations sont établies depuis des siècles avec les pays circonvoisins, la Chine, la Japon, Syngapore, l'Australie, et qui voit, il faut bien le dire, cette supériorité sur la nôtre encore agrandie par les réductions que le traité lui-même accorde à l'arrivage indirect dans nos ports de certaines marchandises de retour, telles que le sucre, les cafés, les rotins, le thé, etc.; mais néanmoins, la quasi-prohibition a disparu, le principe est posé, et cette faculté complètera et assurera au moins des retours à quelques navires Belges qui iront porter dans ces parages les fabricats nationaux.

Les facilités pour le batelage sur la Meuse, accordées par les articles 10, 11 et 12, auront aussi une certaine influence sur quelques-unes de nos industries, en diminuant les frais qui grèvent le transport sur les lieux de vente de plusieurs de nos produits.

Enfin l'art. 17, qui ouvre la voie à une convention plus étendue relative à l'introduction dans les possessions orientales de la Néerlande des productions

du sol et de l'industrie belge, a été accueilli avec satisfaction par votre Commission qui croit être votre écho en recommandant tout particulièrement cet objet à la sollicitude de M. le Ministre.

Un autre point sur lequel elle appelle son attention, c'est celui de la diminution qu'éprouveront les recettes du Trésor, par l'effet de la restriction des droits sur les articles compris dans les stipulations du traité. Il résulte d'un état produit par le Gouvernement et annexé au Rapport de la Chambre des Représentants, que la perte de revenu dans l'hypothèse où le mouvement commercial des Pays-Bas vers la Belgique demeure ce qu'il a été, en moyenne pendant les années 1841 à 1844, que cette perte, dis-je, dépassera la somme de 800,000 fr. La Commission, obéissant au principe si souvent émis qu'avant de faire une dépense, il est d'une bonne comptabilité d'assurer les moyens de la couvrir, aurait désiré savoir de quelle manière le Gouvernement se propose de combler ce déficit.

Le *protocole additionnel* ayant force et vigueur comme le traité, contient, indépendamment des mesures d'exécution et de quelques éclaircissements sur le texte du traité, certaines faveurs compensées. Il accorde à nos bateaux faisant la pêche de Braackman quelques facilités de débarquement malheureusement trop restreintes et il assimile aux chapeaux de soie, pour l'application des droits, les chapeaux dont le fond est en feutre et la peluche en soie et qui seront importés de Belgique dans les Pays-Bas.

Afin de faire jouir le plus tôt possible une branche intéressante de notre industrie, des avantages que lui promet le traité, le Gouvernement a introduit dans la loi, sous le n° 3, un article qui l'autorise à modifier provisoirement les conditions établies par la loi du 2 août 1822, relativement au régime d'exportation de la bière, sauf à soumettre les mesures qu'il aura prises à la sanction des Chambres dans leur prochaine session.

En résumé, Messieurs, votre Commission a admis à l'unanimité le projet de loi qui approuve le traité de commerce et de navigation conclu entre la Belgique et les Pays-Bas, le 25 juillet 1846, et croit, dans l'intérêt des industries engagées, devoir proposer que la loi soit discutée d'urgence.

A. RUTTEN.

Le Comte VILAIN XIII.

Le Chevalier BETHUNE.

ENGLER.

Le comte DE BRIEY, Rapporteur.